

Date : 15/06/12

Peser sur le sommet de la Terre

par Eric Thouzeau, conseiller régional PS



Depuis 1972, sous l'égide de l'ONU, les dirigeants des différents gouvernements du monde se réunissent à l'occasion de « sommets de la Terre » consacrés à ce que l'on appelle maintenant le développement durable. La définition de ce terme, adoptée en 1987 par la commission des Nations-Unies présidée par l'ancienne Première ministre de Norvège Gro Harlem Brundtland, est aujourd'hui connue de tous et acceptée par tous : « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Pourtant au-delà des déclarations de bonnes intentions qui sont faites à chaque sommet, que peut-on attendre de celui qui va s'ouvrir à Rio de Janeiro, 20 ans après celui qui s'était tenue dans la même ville (d'où le nom de Rio + 20 pour le sommet de cette année) ? Des clignotants au rouge

Comme le constate Pierre Radanne*, président de l'association 4D et animateur du collectif français des ONG Rio+20, « le contraste est saisissant entre les progrès constatés dans l'appréhension et la gravité de la crise écologique par le public depuis 20 ans [...] et la faiblesse persistante de l'action internationale en la matière ». Pourtant les rapports alarmants s'accumulent. « Si rien n'est fait pour inverser la tendance, les gouvernements devront assumer la responsabilité d'un niveau de dégradation et de répercussions sans précédent », a déclaré Achim Steiner, directeur général du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en présentant le rapport sur l'avenir de l'environnement durable. Émissions de gaz à effet de serre, déforestation, perte de biodiversité, alimentation... les clignotants sont au rouge à la veille de la rencontre Rio+20, placé sous le signe de « l'économie verte ».

Économie verte et mondialisation libérale

Évaluation du site

Rézo Citoyen s'adresse principalement aux associations et aux syndicats. Il diffuse l'actualité militante marquée à gauche, sous forme d'articles.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 6

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Parler d'économie verte est sans doute une bonne chose car cela permet d'alimenter le débat sur l'insoutenabilité du modèle de croissance dominant au plan mondial. Mais comment éviter « l'écoblanchiment », le blanchiment écologique (le greenwashing des anglo-saxons) qui consiste à se donner une image écologique sans réellement engager de vraies actions en faveur du développement durable ? Éradication de la pauvreté et protection de l'environnement sont-ils compatibles avec le capitalisme contemporain, système économique et social qui accroît les inégalités et se montre peu soucieux de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles ? L'écologiste que je suis en doute. Autrement dit par Steven Stone, responsable de la branche économie et commerce du PNUE, en charge de l'économie verte, « certains gouvernements ont des programmes remarquables pour développer les emplois verts mais cela ne débouche pas au niveau mondial, parce que dans le cadre de la concurrence exacerbée par la mondialisation, les problèmes de leadership se posent ». La mondialisation sous domination libérale me semble difficilement compatible avec une réorganisation sociale et écologique de l'économie.

Écolosocialisme

Certains utilisent parfois le terme de « social-écologie. Pour ma part, je préfère celui d'écologiste car la social-écologie me fait trop penser au social-libéralisme (un peu de social dans beaucoup de libéralisme !). La déclaration de principes du PS adoptée en 2008 porte la marque de cette intégration de la question écologique. On y lit par exemple : « Les finalités du socialisme démocratique portent pleinement la volonté de préserver notre planète aujourd'hui menacée particulièrement par les risques de changement climatique et la perte de la biodiversité, de protéger et de renouveler les ressources naturelles, de promouvoir la qualité de l'environnement. Cette nécessité demande des réponses qui ne privilégient pas la rentabilité immédiate... Les socialistes portent une critique historique du capitalisme créateur d'inégalités, facteur de crises, et de dégradations des équilibres écologiques, qui demeure d'actualité à l'âge d'une mondialisation dominée par le capitalisme financier ». La conférence environnementale prévue en juillet de cette année par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault aura à mettre en œuvre au plan national ces orientations de principes.

Pour une Organisation Mondiale de l'Environnement

Le **comité 21** de la Région des Pays de la Loire écrit que le développement durable se construit avant tout à l'échelle locale. Bien sûr les initiatives locales sont nombreuses à ce sujet, et c'est vrai sur tous les continents. Pourtant, si les progrès depuis le premier sommet de Rio sont aussi maigres, c'est largement dû à l'absence d'institutions internationales en charge des dossiers environnementaux. On a donné plus d'importance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qu'au PNUE ! La transformation du PNUE en Organisation mondiale de l'environnement est bien à l'ordre du jour. Tout en reconnaissant que « les conditions de réussite de ce sommet ne sont pas aujourd'hui réunies », François Hollande ira à Rio plaider à la nécessité de cette OME.

Participer à Rio+20

Au Conseil régional des Pays de la Loire, l'opposition de droite refuse de participer à la délégation régionale qui va se rendre à Rio, sous prétexte du coût du séjour (qu'elle exagère par ailleurs) ! Jacques Auxiette (qui conduira lui-même la délégation des Pays de la Loire) explique : « Je refuse les arguments de ceux qui critiquent le sommet sans tenter de l'influencer alors que pour la première fois à une échelle mondiale de multiples espaces de dialogue sont ouverts. Les décisions finales dépendront aussi de l'implication des acteurs de la société civile et des pouvoirs locaux ». Un accord pour un accès équitable et plus universel à l'énergie renouvelable, un accord sur la sécurité alimentaire, et des choix pour une agriculture durable, et enfin un soutien global à une économie durable, sociale, solidaire et environnementale : voilà ce que la délégation de la Région souhaite voir progresser à Rio.

Urgence écologique et sociale

Les sommets internationaux, qu'ils soient « officiels » (comme celui de Rio) ou « sociaux » comme les Forums sociaux mondiaux ou continentaux sont l'occasion pour les ONG et les collectivités locales de se rencontrer et d'échanger sur les pratiques des uns et des autres. Cela permet de faire progresser l'apparition de ce qu'on peut appeler une opinion publique mondiale, c'est-à-dire de consacrer l'irruption citoyenne dans le concert des rencontres gouvernementales ! Cela n'empêche pas d'être lucide sur le piétinement au niveau mondial des différents sommets alors qu'il y a urgence écologique et sociale !

*Alternatives Economiques de juin 2012